

- Allocution du général d'armée Raul Castro Ruz, Premier secrétaire du Comité central du Parti communiste cubain et président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, à la 1^e Session ordinaire de la 8^e Législature de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, au Palais des Conventions, le 7 juillet 2013, « Année 55 de la Révolution »

(Traduction de la version sténographique du Conseil d'État)

Camarades :

IL me revient de faire les conclusions de cette 1^e Période ordinaire de sessions de la 8^e Législature de l'Assemblée nationale, au cours de laquelle, comme convenu, les députés ont reçu une vaste explication sur l'évolution de l'économie pendant le premier semestre, ainsi que sur le bilan de la mise en œuvre des Orientations de la politique économique et sociale du Parti et de la Révolution, des questions qui ont été analysées préalablement à la réunion du Conseil des ministres qui s'est tenue le 28 juin, et dans le cadre du 7^e Plénum du Comité central, lundi dernier.

Eu égard aux informations qui ont été fournies à notre peuple à travers les médias, il n'est pas nécessaire de revenir sur ces questions, aussi me bornerai-je à me concentrer sur les aspects les plus importants.

L'économie nationale a continué d'afficher une évolution positive au milieu des tensions externes, des dommages occasionnés par l'ouragan Sandy, et de nos propres insuffisances.

Comme il a été annoncé, le Produit intérieur brut (PIB) a progressé de 2,3%, un taux en deçà des prévisions mais qui améliore de deux centièmes celui atteint durant le premier semestre de l'année dernière. Il est vrai que les effets du PIB sur l'économie de la famille cubaine moyenne sont encore imperceptibles.

La tendance croissante des activités productives se confirme, de même que celle des services sociaux à l'ensemble de la population.

Les députés ont également reçu une présentation panoramique détaillée du bilan de la mise en œuvre des Orientations de la politique économique et sociale du Parti et de la Révolution adoptées par le 6^e Congrès, un processus qui est un objectif prioritaire pour nous tous, et du succès duquel dépendra la préservation et le développement du socialisme à Cuba, un socialisme prospère et durable qui, comme l'a rappelé le camarade Murillo, ratifie la propriété sociale sur les moyens fondamentaux de production ; reconnaît le rôle d'autres formes de gestion non étatique, et la planification comme un instrument indispensable dans la gestion de l'économie, sans nier l'existence du marché.

Je tiens à répéter ma conviction que des progrès d'une importance stratégique ont été accomplis sur ce front, et que nous commençons aujourd'hui à en voir les premiers résultats encourageants, même s'il est vrai que le chemin pour mener de l'avant notre l'actualisation de notre modèle économique et social, avec le soutien majoritaire de la population – sans recourir aux thérapies de choc ni abandonner des millions de personnes, comme l'ont montré les politiques d'ajustement appliquées ces dernières années dans plusieurs pays d'Europe –, est encore long et complexe.

Le phénomène de la dualité monétaire constitue l'un des plus grands obstacles au progrès de la nation, et en tant que tel, comme le précise l'Orientation No 55, il faudra avancer

vers l'unification, en tenant compte de la productivité du travail. Cette même orientation reconnaît la complexité de cet objectif, qui exigera une préparation et une exécution rigoureuses, tant sur le plan objectif que subjectif.

À cet égard, je peux vous dire que les études en vue de la suppression de la double monnaie se poursuivent. En vue d'une suppression ordonnée et intégrale qui nous permettra d'entreprendre des transformations plus larges et plus profondes en matière de salaires et de pensions, de prix et de tarifs, de subventions et d'impôts. En bref, il s'agit de faire en sorte que tous les citoyens aptes se sentent motivés à travailler légalement, à partir de la remise en vigueur du principe de distribution socialiste « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail », ce qui nous permettra de mettre fin à l'injuste « pyramide inversée » ou, dans d'autres termes, plus de responsabilités, moins de salaire.

Par ailleurs, nous devons accorder la plus grande priorité au perfectionnement du système de production agricole, en veillant à ce que les expériences adoptées pour supprimer les entraves à son développement atteignent les objectifs fixés.

Ainsi, l'introduction, dans les plans de l'année prochaine, des dispositions adoptées, permettra aux entreprises publiques d'avoir davantage d'autonomie dans leur gestion et dans la distribution de leurs résultats, comme il a été largement expliqué ce matin.

De même, nous assurerons tout notre soutien à la création de coopératives non agricoles, des entités qui, dans leur ensemble, avec l'essor soutenu du travail indépendant, permettront de décharger l'État d'activités productives et de services jugés non essentiels, afin qu'il puisse se concentrer sur le programme de développement à long terme.

La mise en œuvre des Orientations comporte implicitement la nécessité d'évaluer systématiquement les effets des changements qui ont été progressivement introduits, afin de corriger au plus vite tout écart. Elle exige aussi l'instauration d'un climat permanent d'ordre, de discipline et de rigueur au sein de la société cubaine, une condition indispensable pour consolider l'actualisation du modèle économique et éviter des reculs susceptibles d'entraîner des effets contraires.

Je consacrerai précisément une bonne partie de mon intervention à cette question, comme je l'avais promis le 24 février à la Séance de constitution de l'actuelle législature du Parlement, en présence du camarade Fidel qui, à ce sujet, avait signalé, et je cite : « La grande bataille qui s'impose, c'est la nécessité d'une lutte énergique et sans merci contre les mauvaises habitudes et les erreurs que commettent chaque jour beaucoup de citoyens, y compris des militants du Parti », fin de citation.

Ce sujet n'est agréable pour personne, mais j'ai la conviction que le premier pas pour résoudre le problème, c'est la reconnaissance même du problème dans toute son ampleur, afin de déterminer les causes et les conditions d'apparition d'un tel phénomène pendant de longues années.

J'imagine les informations qui vont paraître dans les prochains jours dans la grande presse internationale, qui excelle dans l'« art » de dénigrer Cuba et de la soumettre à une critique frénétique. Nous sommes habitués à vivre sous ce siège et nous ne devons pas avoir peur de débattre de cette réalité dans toute sa crudité si nous sommes animés du ferme propos de surmonter le climat d'indiscipline qui s'est instauré dans notre société, et qui occasionne des dommages moraux et matériels non négligeables.

Nous avons assisté avec douleur, tout au long des plus de 20 ans de période spéciale, à la dégradation de valeurs morales et civiques telles que l'honnêteté, la décence, l'honneur, la dignité, le respect et la sensibilité face aux problèmes d'autrui.

Je me souviendrai des paroles de Fidel au Grand amphithéâtre de l'Université de La Havane, le 17 novembre 2005, lorsqu'il a souligné que cette Révolution ne pourra pas être détruite par nos ennemis, mais nous-mêmes pouvons la détruire, et ce serait de notre faute.

Ainsi, une partie de la société accepte désormais le vol des biens de l'État comme une chose tout à fait normale. On a vu se propager avec une relative impunité les constructions illégales et, qui plus est, à des endroits incorrects ; l'occupation non autorisée de logements, la commercialisation illicite de biens et de services, le non respect des horaires dans les lieux de travail, le vol et l'abattage illégal de bétail, la capture d'espèces marines menacées d'extinction, le recours aux pratiques de pêche interdites, l'abattage illégal de nos ressources forestières, y compris au magnifique Jardin botanique de La Havane ; la rétention en stock de produits déficitaires et leur revente à des prix excessifs ; la participation à des jeux interdits par la loi ; les violations de prix ; l'acceptation de faveurs et de pots-de-vin ; les harcèlements de touristes, et les infractions à la sécurité informatique.

Des comportements jadis associés à la marginalité, comme le fait de crier en pleine rue, l'utilisation de mots obscènes et d'expressions vulgaires sont devenus le lot quotidien de beaucoup de citoyens, indépendamment de leur niveau d'instruction ou de leur âge.

La perception du devoir citoyen face aux choses mal faites s'est dégradée. Ainsi, certains estiment tout à fait naturel de jeter les ordures sur la voie publique ; de se soulager en pleine rue ou dans un parc ; d'inscrire des graffitis sur les murs ou d'autres types de dégradation urbaine ; de consommer des boissons alcoolisées dans des lieux inappropriés et de conduire un véhicule en état d'ivresse ; le mépris du droit des voisins, la musique amplifiée qui trouble le repos des gens du quartier ; la prolifération, en toute impunité, de l'élevage de porcs dans les villes, malgré le risque de santé publique... Nous assistons chaque jour à des actes d'incivisme comme la dégradation et la destruction de parcs, de monuments, d'arbres, de jardins et d'espaces verts ; à des actes de vandalisme perpétrés sur des téléphones publics, sur les conduites électriques, le réseau de distribution d'eau potable, les panneaux de signalisation et les barrières métalliques de sécurité sur les routes.

Je mentionnerai aussi le refus du paiement des transports publics, ou le vol des recettes par certains travailleurs de ce secteur ; les trains et les véhicules automoteurs qui sont les cibles de jets de pierres de la part de groupes de jeunes ; le mépris des normes les plus élémentaires de respect envers les personnes âgées, les femmes enceintes, les femmes ayant des enfants en bas âge, ainsi que les personnes handicapées. Tout cela se déroule devant nos yeux, et ne suscite aucune réprobation ni aucune réaction de la part des citoyens.

Il en va de même pour les différents niveaux d'enseignement, où les uniformes scolaires sont transformés au point qu'ils n'ont plus la moindre apparence d'uniforme ; certains professeurs portent des vêtements inappropriés pour l'école, et il y a même des instituteurs et des parents impliqués dans des cas de fraude.

Chacun sait que le foyer et l'école constituent un binôme sacré dans la formation de

l'individu en fonction de la société, et ces actes représentent non seulement un préjudice social, mais de graves brèches de nature familiale et scolaire.

Ces comportements dans nos salles de classe sont doublement incompatibles, car outre leur gravité, il ne faut pas oublier que depuis l'enfance, la famille et l'école sont censées inculquer aux enfants le respect des règles de la société.

L'aspect le plus sensible est la dégradation de l'image réelle de la droiture et des bonnes manières du Cubain. L'on ne saurait faire l'amalgame entre vulgarité et modernité, ni entre grossièreté et progrès ; vivre en société implique, en premier lieu, d'assumer des normes permettant de préserver le respect du droit d'autrui et la décence. Certes, rien de tout ceci n'est en contradiction avec la joie propre aux Cubains, que nous nous devons de préserver et d'encourager.

Je me suis limité à faire un récapitulatif des phénomènes négatifs les plus représentatifs, sans forcément chercher à les lier les uns aux autres afin de ne pas rendre trop long ce discours.

Avec le concours du Parti et des organismes du gouvernement, nous avons établi un premier relevé qui nous a permis de déceler 191 manifestations de ce genre – nous sommes conscients que ce ne sont pas les seules, qu'il y en a beaucoup d'autres –, réparties en quatre catégories différentes : l'indiscipline sociale, les illégalités, les contraventions et les délits prévus au Code pénal.

La lutte contre ces comportements et ces actes nocifs doit être menée à travers des méthodes et des voies diverses. Nous devons remédier à la perte des valeurs éthiques et aux atteintes aux mœurs par l'action concertée de tous les acteurs sociaux, en commençant par la famille et par l'école, depuis les âges les plus précoces, ainsi que par la promotion de la culture, prise dans son concept le plus large et durable, pour une rectification consciente de ces comportements. Ce sera un processus complexe qui prendra beaucoup de temps.

La lutte contre les délits, les illégalités et les contraventions est plus simple ; faire respecter la loi et, pour ce faire, tout État, indépendamment de son idéologie, est doté des outils nécessaires, que ce soit la persuasion ou, en dernière instance, si nécessaire, les mesures de coercition.

Toujours est-il que certains ont abusé de la bonté de la Révolution, qui s'est abstenue de recourir à la force de la loi, aussi justifiée soit-elle, et a choisi la persuasion et le travail politique comme modes d'action privilégiés, et nous devons reconnaître que ceci n'a pas toujours été suffisant.

Les organes de l'État et du gouvernement, chacun dans leur domaine respectif, dont la police, la Cour des comptes de la République, le Ministère public et les tribunaux doivent participer à cet effort et être les premiers à donner l'exemple dans le strict respect de la loi ; en renforçant ainsi leur autorité vis-à-vis de la société et en s'assurant du soutien de la population, comme il a été démontré récemment dans les poursuites judiciaires dans des cas honteux de corruption administrative dans lesquels étaient impliqués des fonctionnaires d'organismes et d'entreprises.

Il est temps que les collectifs ouvriers et paysans, les étudiants, les jeunes, les instituteurs et les professeurs, nos intellectuels et artistes, les entités religieuses, les autorités, les

dirigeants et fonctionnaires à tous les niveaux, bref, tous les Cubaines et les Cubains dignes, qui constituent indubitablement la majorité, assument leur devoir de respecter et de faire respecter la légalité, aussi bien les normes civiques que les lois, les dispositions et les règlements.

En réfléchissant à ces manifestations lamentables, je me dis que malgré les conquêtes incontestables de la Révolution en matière d'éducation, reconnues dans le monde entier par les organismes spécialisés des Nations Unies, nous avons reculé en matière de culture et de civisme. J'ai l'amère sensation que nous sommes une société de plus en plus instruite, mais pas nécessairement plus cultivée.

À cet égard, il vaut la peine de rappeler une phrase attribuée à plusieurs auteurs, dont le philosophe et écrivain espagnol Miguel de Unamuno, qui à l'issue de son expérience avec des paysans castillans, s'était exclamé : « Que ces analphabètes sont cultivés ! »

Rien n'est plus étranger à un révolutionnaire que la résignation, ou, ce qui revient au même, l'abdication face aux difficultés. Par conséquent, il nous incombe aujourd'hui de rehausser le moral et l'esprit combatif, et de nous concentrer sur la tâche colossale et patiente consistant à intervertir la situation qui s'est créée.

Personnellement, je pense que le dénominateur commun de tout ce phénomène a été et reste le manque de rigueur des personnes chargées de faire respecter l'ordre, le manque de systématisme dans le travail aux divers échelons de direction, et le non respect, en premier lieu, de la part des entités étatiques, des institutions, ce qui, d'un autre côté, amoindrit leur capacité et leur autorité vis-à-vis de la population à faire respecter les dispositions en vigueur.

Pour ne citer qu'un exemple : combien de violations des dispositions de la Planification physique n'ont-elles pas été détectées dans le secteur gouvernemental aux quatre coins du pays, et dont certaines ont été dénoncées dans la presse ? Il faut renforcer, comme nous l'avons déjà fait, l'ordre et la discipline au sein de tous les organismes du gouvernement.

À ce propos, les dirigeants des instances nationales, jusqu'à la base, doivent se départir de leur passivité et de leur laxisme ; ils doivent cesser de regarder ailleurs alors que le problème est sous leurs yeux. Cessons d'avoir peur de nous attirer des ennuis dans l'accomplissement de nos tâches, et assumons une mentalité d'ordre, de discipline et d'exigence, afin d'exiger le respect de l'ordre établi.

La lutte contre les indisciplines ne saurait être envisagée comme une campagne de plus, mais comme un mouvement permanent dont l'évolution dépendra de la capacité à mobiliser la population et les différents acteurs de chaque communauté, sans exclure personne, avec rigueur et volonté politique. Nous avons fait le point des forces de la Révolution, et nous avons constaté qu'elles sont plus que suffisantes pour aboutir au succès.

Les premières actions réalisées par le Parti, les jeunesses et les organisations de masse pour renforcer la prévention et la lutte, ont prouvé qu'en à peine quatre mois, et à mesure que les institutions politiques, sociales et administratives ont approfondi leur rôle dans ce domaine, la population a manifesté son soutien et ne cesse de dénoncer et de combattre des actes et des comportements contraires à la légalité.

Si nous voulons mener à bien cette tâche, il faut y associer le peuple, chaque citoyen, non pas à travers des discours et des consignes stériles dans des réunions houleuses, mais en semant dans chacun de nous la motivation qui nous pousse à devenir meilleurs, et en prêchant par l'exemple.

Tel était le thème central de mon discours, adopté par le Bureau politique, dans la matinée d'hier. Nous pourrions parler des heures sur ces questions, mais ce qui a été dit est suffisant, et le reste doit être publié.

Naturellement, tout cela sera publié dans notre presse. Je suggère à tous, ainsi qu'à ceux qui m'écoutent, de lire ces réflexions calmement, de les méditer individuellement ; je demande juste à chacun de méditer sur ces questions.

En changeant de sujet, hier nos députés ont lancé un appel à tous les parlementaires du monde et aux personnalités engagées en faveur de la justice, afin de réclamer aux autorités des États-Unis la libération et le retour immédiat de Gerardo, Ramon, Antonio et Fernando, qui, le 12 septembre prochain, auront purgé 15 ans d'une prison injuste.

Par ailleurs, nous saluons les paroles émues du héros de la République de Cuba, René Gonzalez, venu renforcer la lutte pour cette noble cause, une lutte que nous poursuivrons aussi longtemps que nos compatriotes ne seront pas de retour dans leur patrie.

Ce qui est nouveau et sans précédent, c'est la manière dont le contrôle médiatique et la censure ont été imposés pour détourner l'attention de l'essentiel, c'est-à-dire de l'énorme pouvoir du gouvernement nord-américain dans le contrôle massif des technologies de l'information et des moyens de communications, pour se focaliser sur la chasse internationale de l'auteur des révélations.

Forts de leur pouvoir médiatique international — supranational puisque ces moyens s'étendent au-delà des frontières des pays —, ils se concentrent maintenant sur la persécution internationale de ce jeune informaticien. Les menaces de sanctions économiques contre l'Équateur, et l'action concertée de plusieurs pays européens pour empêcher le survol de leur territoire à l'avion du président Evo Morales, prouvent que nous vivons dans un monde où les puissants se permettent de violer le droit international, de porter atteinte à la souveraineté des États, et de bafouer les droits des citoyens.

Face à cette philosophie de la domination, tous les pays du Sud sont et seront en danger.

Nous soutenons les revendications et les déclarations légitimes des présidents du Venezuela, de l'Équateur, d'Argentine, de Bolivie, du Nicaragua, du Brésil, d'Uruguay, ainsi que celles d'autres présidents latino-américains et caribéens.

Nous appelons à la mobilisation de l'opinion publique internationale pour dénoncer et condamner énergiquement et fermement les menaces portées contre l'Équateur, ainsi que l'outrage fait au président bolivien et à l'ensemble de Notre Amérique.

Nous soutenons le droit souverain de la République bolivarienne du Venezuela et de tous les États de la région à donner asile aux personnes persécutées pour leurs idéaux ou leurs luttes pour les droits démocratiques, conformément à notre tradition. De même, nous n'acceptons ni les interférences, ni les pressions d'aucun type. Comme l'a signalé le président Nicolas Maduro, on ne peut donner refuge et refuser l'extradition au Venezuela d'un terroriste international comme Posada Carriles, auteur, entre autres crimes, de

l'explosion en plein vol d'un avion de Cubana de Aviacion avec 73 personnes à bord, et en même temps prétendre que cette nation sœur ne puisse exercer son droit légitime.

Nous sommes aujourd'hui le 7 juillet. Peu de jours nous séparent de la commémoration du 60e anniversaire de l'attaque des casernes Moncada et Carlos Manuel de Céspedes. Nous affrontons les nouveaux défis avec la même conviction et la même confiance inébranlable dans la victoire, que nous a inculquées le chef de la Révolution cubaine, Fidel Castro Ruz.

Merci beaucoup. (Applaudissements)